

car s'il était réalisé il permettrait de remplacer le pétrole importé à grands frais de l'étranger par du pétrole canadien.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Une fois réalisé, ce projet hardi permettrait d'orienter différemment d'importants volumes de pétrole importé et pourrait bien permettre au Québec et aux provinces de l'Atlantique d'utiliser du pétrole en provenance des îles de l'Arctique. L'Office national de l'énergie doit organiser prochainement des audiences à propos de ce projet et prendre une décision plus tard cette année. Voilà pourquoi je demande à nos honorables vis-à-vis: Ne pensez-vous pas que cette initiative de Petro-Canada présente un intérêt et des perspectives considérables pour la région de l'Atlantique?

Puisque nous parlons de gaz naturel, et ne voulant pas me limiter à parler des activités de Petro-Canada dans les provinces de l'Atlantique, je dois signaler que Petro-Canada a conçu un projet-pilote de 1.5 milliard visant à transporter sous forme liquide à bord de pétroliers, du gaz naturel en provenance des îles orientales de l'Arctique. Le port de débarquement de ce gaz liquéfié ne sera pas nécessairement situé dans la région de l'Atlantique, mais il est évident qu'il pourrait apporter d'énormes avantages à la région en termes d'approvisionnement en gaz et d'installations.

Enfin, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur le fait que Petro-Canada négocie actuellement avec Pemex, la société nationale des pétroles du Mexique, des ententes contractuelles qui donneront suite à l'entente conclue le mois dernier entre nos gouvernements, selon laquelle le Mexique garantit la livraison au Canada de 100,000 barils de pétrole par jour au cours des années 80. J'ai été plutôt étonné hier soir d'entendre le député de Northumberland-Durham donner l'impression qu'il était en quelque sorte honteux que Petro-Canada se livre à ces activités internationales, que c'était presque immoral et qu'il fallait s'en remettre pour cela aux sociétés multinationales. Nous croyons au contraire que c'est un rôle légitime pour une société pétrolière nationale qui sert l'intérêt public, les intérêts des Canadiens.

Je suis conscient de l'inquiétude qui existe dans les provinces de l'Atlantique, inquiétude de la part des consommateurs et des gouvernements provinciaux de la région de l'Atlantique qui savent à quel point la région dépend du pétrole et qui savent aussi que la totalité de ce pétrole est importée de sources étrangères dont la sécurité n'est pas assurée. Je viens d'énumérer les efforts accomplis par Petro-Canada pour découvrir et mettre en valeur les ressources pétrolières de cette région, pour substituer le gaz canadien au pétrole importé et pour assurer une plus grande sécurité aux importations qui resteront. Il est toutefois compréhensible que les habitants de la région de l'Atlantique se demandent s'ils arriveront à satisfaire au moins une partie de leurs besoins pétroliers, grâce aux ressources actuelles et futures de l'ouest du Canada.

● (1630)

J'aimerais que les députés de l'opposition me donnent des précisions après les lamentations du député de Don Valley (M. Gillies). En effet, le 16 février, il a posé la question suivante au ministre:

Je désire demander au ministre comment il se peut que, dans un pays qui a suffisamment de pétrole pour répondre aux besoins de tous ses citoyens, le gouvernement n'ait pas instauré depuis longtemps... des systèmes de distribution nous permettant d'acheminer notre pétrole vers les Maritimes comme nous devrions pouvoir le faire?

Approvisionnements d'énergie

J'ai pris intérêt à cette suggestion et je voudrais en discuter, je l'espère, de façon constructive. Examinons la possibilité de bâtir un pipe-line de l'ouest du Canada à la région atlantique. Comme le ministre l'a précisé hier, le gouvernement a fait un pas dans cette direction en accordant des garanties financières pour le prolongement du réseau interprovincial de pipe-line de Sarnia à Montréal, prolongement qui a été terminé en 1976 et qui achemine aujourd'hui plus de 300,000 barils de pétrole par jour vers la région de Montréal.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: En soi, le prolongement de Sarnia vers l'Est revêt beaucoup d'importance pour la région atlantique du Canada. En réduisant la dépendance totale de l'est du Canada vis-à-vis du pétrole étranger d'environ 800,000 barils par jour en 1973 à quelque 500,000 barils par jour à l'heure actuelle, on a amélioré de beaucoup la sécurité de l'approvisionnement de toute la région.

Bien sûr, on me dira que le pipe-line ne va toujours pas plus loin que Montréal. On a proposé de prolonger le pipe-line jusqu'à Québec et là, d'installer un port pour pétroliers qui iraient alimenter les raffineries des provinces de l'Atlantique. On a également étudié la possibilité d'utiliser l'une des canalisations du pipe-line Portland-Montréal en sens inverse, pour acheminer du pétrole de l'Ouest canadien vers les raffineries de l'Atlantique, en passant par Portland, au Maine.

Ces deux projets, qui touchent à la question soulevée par le député de Don Valley—et c'est bien de cela qu'il s'agit, car ce ne sont pas des projets en l'air—peuvent offrir des avantages. Je tiens de mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources que le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux touchés et la société qui exploite le pipe-line vont mettre en route une étude conjointe de l'utilisation en sens inverse d'une partie du pipe-line Portland-Montréal.

Naturellement, toute étude de l'acheminement du pétrole vers l'Est exigera une évaluation minutieuse de la capacité des ressources pétrolières de l'ouest du Canada à fournir un approvisionnement supplémentaire vers l'Est pendant suffisamment longtemps pour amortir le coût de toute installation nouvelle qu'il faudra construire.

Il faudra aussi examiner la question des coûts et des écarts de coûts. Le gouvernement fédéral affecte déjà des fonds considérables à la compensation des importations de pétrole et au financement de l'écart tarifaire que représente le transport par pipe-line de Toronto à Montréal. Il nous faudra déterminer si l'opération «pétrole vers l'Est» risque de nécessiter le versement de subventions additionnelles. De plus, il faudra également envisager d'autres moyens possibles de mieux assurer l'approvisionnement en pétrole des provinces Atlantiques, ce qui comprendrait, entre autres, l'utilisation des entrepôts de pétrole situés dans des endroits stratégiques et le remplacement du pétrole par des formes d'énergie locales.

Pour répondre à la question soulevée par le député de Don Valley, je tiens à souligner qu'il s'agit là de questions graves que le gouvernement et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources étudient présentement en tout premier lieu. Avant de passer à autre chose, je pense pouvoir dire que mon exposé ou mon énumération de toutes les mesures prises dans le domaine de l'énergie sous la direction du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources me semble une réfuta-